

Altermondialisme 2.0

Bulletin de liaison du réseau Intercoll

Juin-juillet 2017

Combattre ensemble

Les Autochtones et le Québec

L'État canadien célèbre cette année le 150^{ième} anniversaire d'un État semi-colonial. De cet État sont venus la mise d'un dispositif prédateur qui a refoulé les Autochtones, nié les droits du peuple québécois et mis en place un capitalisme prédateur axé sur l'extractivisme. Pour les mouvements populaires québécois et autochtones, ce 150ième anniversaire est un non-événement, mais en même temps, une occasion pour repenser cette réalité coloniale. C'est pour cela que les Nouveaux Cahiers du socialisme vont publier cet août un numéro spécial sur ces combats en cours et à venir

Au moment de l'arrivée des Européens en Amérique du Nord au seizième siècle, les peuples autochtones qui habitaient les territoires ont vu leurs structures sociales internes et externes bousculés. Dès lors s'est construite une histoire qui continue jusqu'à nos jours et qui organise une réalité coloniale se reproduisant sur les peuples qu'on appelle les Premières Nations.

Le colonialisme à l'origine

Les divers colonialismes (français, anglais, hollandais) ont structuré des voies particulières pour dominer le territoire, ce qui impliquait la dépossession des Autochtones. Pour leur part, par nécessité plutôt que par vertu, les colons français établis sur le long de la vallée du Saint-Laurent ont fini par établir des rapports de coexistence avec les Autochtones, desquels est issue la « Grande paix » de Montréal (1701). À cette alliance a succédé la conquête par l'Empire britannique (1759), dont l'objectif était de « sécuriser » le territoire au moment où l'Angleterre devenait le pivot du capitalisme mondial.

L'Empire et la création de l'État canadien

Globalement, les Autochtones étaient un obstacle qu'il fallait éliminer. Via de vastes entreprises coercitives, le dispositif du pouvoir a cassé les communautés autochtones, notamment en écrasant les revendications démocratiques des Métis de l'ouest, puis en établissant une structure d'apartheid à la fois politique, social et économique. Par la suite pendant de nombreuses décennies, les Autochtones du Canada et du Québec sont devenus dans une large mesure des « peuples invisibles » selon l'expression de *Richard Desjardins*.

Ruptures et continuités

À partir des années 1970, un nouveau cycle de résistances autochtones a changé la donne. Devant une lutte opiniâtre et profitant d'un contexte international favorable, les Cris de la Baie-James ont forcé le gouvernement du Québec (1975) à concéder des redevances et une partie du contrôle des institutions les gouvernant, qu'ils ont cependant payées cher en cédant leurs droits sur les territoires. Par après, un nouveau leadership autochtone a pris forme d'un bout à l'autre du Canada sous l'égide de l'Assemblée des Premières nations (1982). En 1990, la spectaculaire opposition des Mohawks Kanasatake à des projets immobiliers a marqué une nouvelle étape. Dans le sillon de cette confrontation, une Commission d'enquête a été mise en place par le gouvernement fédéral, pour tracer un diagnostic exhaustif de la situation, mais sans déboucher sur des propositions concrètes. En fin de compte, la perspective capitaliste et les conceptions autochtones d'État sont antinomiques. Selon le chercheur Déné *Glen Coulthard*, une décolonisation en profondeur ne peut qu'être anticapitaliste.

Les nouveaux sentiers de la résistance

Entre-temps, les injustices énormes subies par la grande majorité des communautés autochtones provoquent des dislocations sociales à répétition. C'est sans compter la violence systémique provenant des forces de l'« ordre » et la microgestion coloniale qu'Ottawa continue d'exercer à travers divers mécanismes institutionnels et financiers. Sur le plan économique, les riches ressources minérales localisées sur les territoires autochtones sont convoitées par l'élite économique et politique, consciente du fait que le capitalisme canadien doit devenir encore davantage extractiviste. Des formes organisationnelles inédites comme Idle No More visibilisent les revendications autochtones et créent des passerelles avec d'autres mouvements populaires québécois et canadiens. Un nouveau « sujet » autochtone, à la fois meurtri et victime, revendicateur et capable d'affirmation, est en train de se construire. La résistance par ailleurs est amplifiée par le développement d'un mouvement à l'échelle de toute l'Amérique du Nord.



Lutter ensemble

Une véritable lutte commune doit reposer sur un dialogue de peuple à peuple, où chacun reconnaît la légitimité de l'autre à s'exprimer avec sa propre identité, ses propres valeurs et ses propres objectifs. D'autre part, cette convergence potentielle doit également être soucieuse d'éviter les explications faciles et un peu mythiques. Comme tous les peuples, les Autochtones connaissent leurs fractures de classe, de genre, de générations. Un petit groupe, promu par l'État canadien, se fait le promoteur d'un « capitalisme autochtone », qui reste dans une large mesure illusoire, mais dont les effets politiques ne sont pas négligeables dans des communautés. Pour lutter ensemble, il faut du temps et des dialogues prolongés, ce qui exige rigueur, patience et respect. La « Grande Tortue » (l'Amérique du Nord dans la cosmologie autochtone) doit être « reconnue » comme le lieu d'un tissu dense et interdépendant de formes de vie et de non-vie. Ainsi les peuples pourront retrouver le chemin vers une paix durable, qui risque d'être long et ardu.

Pierre Beaudet, Marie-Josée Béliveau Brieg Capitaine, Dalie Giroux et Pierre Trudel¹

Intercoll est un espace d'élaboration et de confrontation des mouvements sociaux et citoyens. Il vise à participer à l'émergence progressive d'un nouvel « intellectuel collectif international » à partir de l'élaboration des mouvements et des réseaux de recherche et d'éducation populaire qui leur sont liés. Intercoll ambitionne de créer un espace international et multiculturel. Plusieurs démarches sont en cours:

- Constitution de groupes de travail sur des thèmes proposés et retenus.
- Construction d'un mur des questions que se posent ou devraient se poser les mouvements sociaux.
- Mobilisations et actions citoyennes proposées par nos partenaires.
- Une enquête permanente sur la stratégie des mouvements sociaux.
- Événements, séminaires, conférences, manifestations diverses

<http://intercoll.net/?lang=fr>

¹ Coordonnateurs du numéro d'août 2017 des Nouveaux Cahiers du socialisme

La planète altermondialiste

Bahia

Depuis de la dernière réunion du CI à Porto Alegre, un processus de consultations a été réalisé au sein de la société civile de Bahia et du Brésil, d'où la mise en place d'un Collectif Brésilien pour le FSM 2018. Lors d'un séminaire (26-27 mai), les mouvements ont adopté le thème « des peuples, des territoires et des mouvements de résistance ». Le Collectif regroupe des centaines d'organisations et est animé par un groupe d'environ 20 membres, formé par des organisations et des mouvements sociaux de Bahia et des organisations et des mouvements de dimension nationale représentatifs de la diversité des luttes. Par ailleurs, le Collectif prépare une déclaration un peu plus détaillée qui sera discutée lors la prochaine réunion du CI à Salvador, qui devrait normalement avoir lieu à la mi-octobre, profitant de la tenue d'un séminaire international de l'Université fédérale de Bahia (UFBA).

[Damien Hazard](mailto:wsfic_fsmci@listas.tiwa.net.br) (wsfic_fsmci@listas.tiwa.net.br)

Buenos Aires

Un collectif de 70 organisations d'Argentine s'est réuni le 24 juin pour préparer la semaine d'action contre l'OMC qui culminera à Buenos Aires du 10 au 13 de décembre prochains. D'ici là, toute une série d'actions sera organisée par les mouvements populaires et les syndicats.

[Émilio Taddei](mailto:emiliot@fibertel.com.ar) (emiliot@fibertel.com.ar)

Forum anti-nucléaire

Il aura lieu à Paris les 2-4 novembre prochain. La France, on le sait est, est le pays le plus nucléarisé au monde. Le Forum permettra de débattre toutes les questions liées à la lutte contre le nucléaire civil et militaire. Lors de la rencontre internationale, nous partagerons nos expériences pour l'émergence d'un monde sans armes nucléaires et sans production d'énergie d'origine nucléaire.

[Chico Whitaker](mailto:chicowf@uol.com.br) (chicowf@uol.com.br)

Budapest

Le Collectif « printemps de Prague2 » les 13-18 avril prochain dans la capitale hongroise une assemblée des résistances contre la montée En Europe centrale du racisme, de la xénophobie, de la chasse aux réfugiés, de l'islamophobie. La rencontre abordera également la question du militarisme et de la guerre en Ukraine.

[Hermann Dworzak](http://www.transform-network.net/en/network/authors/author/hermann-dworczak/) (www.transform-network.net/en/network/authors/author/hermann-dworczak/)

Mindanao (Philippines)

Voilà trois semaines que la guerre a débuté à Marawi, dans la province de Lanao del Sur (île de Mindanao) entre l'armée et deux groupes fondamentalistes, le clan Maute et Abu Sayyaf, qui se réclament de l'Etat islamique. Notre association apporte son soutien à un réseau d'une cinquantaine d'associations, Mindanao Humanitarian Action Network (Mihands). L'un des principes fondateurs du réseau est la mise en valeur de la solidarité entre les « trois peuples » de Mindanao : les Lumads (tribus montagnardes), les Moros et les descendants des « colons » chrétiens venus s'installer dans le Sud. C'est un grand atout pour intervenir dans les provinces avoisinant Marawi, dans un contexte si conflictuel.

[Pierre Rousset](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?mot12066) (http://www.europe-solidaire.org/spip.php?mot12066)

Mexico

Une rencontre a eu lieu en mai avec des organisations mexicaines, états-uniennes et québécoises pour organiser un Forum mondial des migrations, qui aura lieu en octobre prochain. Le Mexique est actuellement d'une crise dans ce dossier aggravée par les agressions en cours et à venir des États-Unis.

[Leo Gabriel](mailto:lgabriel@gmx.net) (lgabriel@gmx.net)

Hong Kong

La quatrième édition du Forum du sud sur le développement durable aura lieu à Hong Kong les 7-8 juillet prochain. L'activité est organisée par la professeure Lau Kin Chi de l'Université de Lingnan. Le Forum sera accessible en temps direct: <https://www.youtube.com/watch?v=QMqZvSeasgg>. Seront présents des intervenants de Chine, du Japon, de la Corée du Sud, des Philippines. Parmi les thèmes abordés dans les sessions : la menace nucléaire, le développement région en Asie, les rapports Afrique-Asie, le populisme, les mouvements alternatifs, écologistes et de femmes.

[Lau Kin Chi](mailto:Laukc@ln.edu.hk) (Laukc@ln.edu.hk)

New York

Du 2 au 4 juin avait lieu la rencontre du Left Forum avec plus de 3000 personnes des États-Unis, du Canada et du Québec. Évidemment, une grande partie des débats a porté sur le phénomène Trump. Depuis janvier, les mobilisations contre Trump n'ont cessé à commencer par la grande manifestation des femmes à Washington (500 000 personnes). Le 29 avril, 200 000 personnes ont marché pour l'environnement. Le 1^{er} mai, des dizaines de milliers sont sortis dans la rue contre les menaces contre les immigrants et des dizaines de villes se sont déclarées « zones sanctuaires ». Cependant, la gauche reste divisée entre ceux qui pensent construire un projet progressiste au sein du Parti Démocrate, et les autres qui espèrent ériger une convergence progressiste autonome. Aujourd'hui, l'idée de la convergence fait son chemin dans la nébuleuse de la gauche, traditionnellement répartie entre plusieurs micro-partis, et où, le sentiment d'urgence aidant, on cherche à créer diverses alliances inédites, notamment au niveau municipal.

[Pierre Beaudet](mailto:pierre.beaudet@uqo.ca) (pierre.beaudet@uqo.ca)

Faut-il changer la formule du FSM ?

La décision prise par les promoteurs du Forum de Salvador se situe dans l'intuition d'un nouveau type de Forum Social où se développe divers types de forum, dont les Forums sociaux thématiques. C'est une option découlant du fait que, en se concentrant sur des combats précis, on arrive plus directement à des propositions concrètes et des articulations pour l'action. Ces « forums thématiques » ont encore un autre avantage : rien n'empêche qu'ils se terminent par des déclarations, que beaucoup pensent nécessaires pour que les gens repartent chez eux avec des orientations communes tracées. Ne serait-il pas temps de mettre de côté la nécessité d'événements mondiaux périodiques et d'imaginer un avenir nouveau pour ce processus ? Dans ce cadre, le Conseil international pourrait se transformer en un espace de réflexion intense et approfondie.

[Chico Whitaker](#)

Pas d'accord de libre-échange contre les peuples !

Du 26 au 27 mai 2017, s'est tenue à Mexico, la Rencontre des organisations sociales du Canada, des États-Unis et du Mexique pour de nouvelles formes de coopération internationale. L'objectif principal de la rencontre était de bâtir un front commun tri national des organisations de la société civile face à l'imminente renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) exigée par l'administration Trump.

23 ans d'attaques contre les peuples

L'ALENA a donné lieu à une recomposition des chaînes de production nationales favorisant les intérêts des grandes entreprises capables de délocaliser leurs activités. Cela a généralement nuit aux populations locales faisant alors face à des pertes d'emploi et à une dégradation de leurs conditions socioéconomiques d'existence. Les délocalisations ne sont cependant pas les seules en cause, l'automatisation des chaînes de production a aussi largement contribué à ce déclin. Au Mexique, le secteur agricole fut gravement touché, ne pouvant résister aux importations de produits agricoles subventionnés et à la mainmise des multinationales de l'agro-industrie sur l'économie rurale mexicaine. Cela s'est traduit concrètement par un exode rural de millions de paysans pauvres qui ont migrés soit vers les *maquilladoras* installées à la frontière des États-Unis, soit directement aux États-Unis ou au Canada pour y exercer notamment les travaux pénibles et mal payés des champs.

Rejeter ou négocier ?

La perspective la plus virulente à l'égard de l'ALENA provient d'organisations mexicaines et de groupes environnementalistes états-uniens qui appellent tout simplement à rejeter l'accord présent et futur. De leur point de vue, l'ALENA n'a rien apporté de bon et il est temps de retrouver la souveraineté mexicaine axée sur le développement national et émancipée des velléités impérialistes de leur voisin du Nord. La seconde position, plus nuancée, envisagea d'un bon œil la renégociation, y voyant une opportunité de faire des gains dans des secteurs clés de l'économie pour rétablir un meilleur équilibre entre les pays. La centrale syndicale états-unienne AFL-CIO se situe plutôt dans cette position. Finalement, la troisième position, plutôt portée par les organisations québécoises, cherche un compromis afin d'aboutir à une position commune. L'un des défis fondamentaux actuels est justement de ne pas tomber dans le piège de l'opposition entre néolibéralisme et nationalisme. Car c'est effectivement en ces termes que l'administration Trump, mais aussi la plupart des formations politiques conservatrices et populistes en Europe, pose le problème. Contre la mondialisation néolibérale et ses effets sociaux dévastateurs, la seule alternative serait le repli nationaliste, qui s'accompagne souvent de politiques xénophobes. Un nouvel internationalisme doit mettre qui met le droit des peuples avant celui des corporations transnationales, réduire l'asymétrie entre les pays et reconnaître le droit des migrants. Tout en rejetant l'ALÉNA, il faut déboucher sur des pistes concrètes pour construire de nouvelles formes de coopération internationale qui permettent un développement national juste, digne et respectueux des cultures et de l'environnement.

Raphaël Canet¹

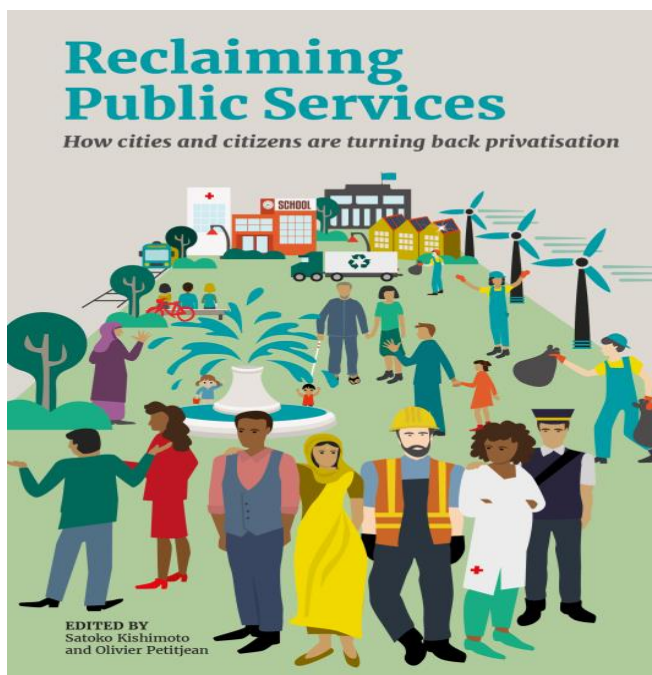
¹ Professeur à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa et membre du Conseil international du Forum social mondial

À la reconquête des services publics

Comment villes et citoyens tournent la page de la privatisation

Pourquoi des gens du monde entier partent-ils à la reconquête des services essentiels, en les retirant des mains de firmes privées pour les faire revenir dans le giron public ? Les raisons de remunicipaliser sont multiples : la volonté de mettre fin aux abus des opérateurs privés ou à des atteintes aux droits des travailleurs, le souhait de reprendre le contrôle de l'économie et des ressources locales, le désir de fournir un service abordable aux citoyens, ou encore l'aspiration à mettre en œuvre des stratégies ambitieuses de transition énergétique, par exemple.

Il y a eu ces dernières années au moins 835 cas de (re)municipalisation de services publics dans le monde, impliquant plus de 1600 villes dans 45 pays. La remunicipalisation concerne aussi bien des petits villages que des métropoles, avec différents modèles de gestion et de propriété publiques et des degrés variables de participation des citoyens et des employés. De cette diversité émerge néanmoins un tableau cohérent : il est possible de créer ou recréer des services publics efficaces, démocratiques et abordables. Les hausses de prix et la dégradation de la qualité des services ne sont pas une fatalité. De plus en plus de citoyens et de villes tournent la page de la privatisation pour remettre les services essentiels entre les mains du public.



www.tni.org/reclaiming-public-services

Hommage

François Houtart



Je te croyais indestructible, inaltérable. Je te voyais déjà centenaire, je l'espérais, j'en étais sûr. Il m'a fallu quelques heures et plusieurs messages de confirmation pour parvenir à y croire. ; Qué pena ! Ainsi, l'immense lumière d'espérance que tu jetais sur le monde s'est éteinte. Tu as été pour moi l'être humain le plus humain que j'aie connu. On ne m'ôtera pas de l'idée que tu as dû mourir d'épuisement : à force de dépenser toute ton énergie à te battre pour soulager les misères du monde, pour protéger les damnés de la terre de la cruauté et de l'égoïsme de leurs semblables. Toujours à l'écoute, toujours en action, toujours solidaire des dominés, dans tous les coins de la terre ! Ton engagement aura été, depuis un demi-siècle, l'exemple que, bien sûr, je ne suis jamais parvenu à imiter, mais qui m'a toujours inspiré et donné du courage. Je te remercie pour cela et je te promets d'essayer encore de suivre le chemin que tu as tracé, du mieux que je pourrai, pendant le temps qui me reste avant de te rejoindre.

Guy Bajoit, Centre tricontinental

Peter Waterman



Peter Waterman, souvent décrit comme un rebelle et dissident incorrigible, a commencé avec les mouvements étudiants et ouvriers en Angleterre dans les années 1950. Il a quitté le mouvement communiste après l'invasion soviétique de 1968 et a poursuivi une carrière universitaire à l'Institut des études sociales à La Haye. Ses travaux des dernières années portaient sur l'idée du « syndicalisme social », notamment avec la revue électronique Interface. Il laisse dans le deuil la militante péruvienne Gina Vargas.

Harsh Kapoor

Espace de réflexion

Le défi populiste¹

Chantal Mouffe



Ernesto Laclau définit le populisme comme un moyen de construire la politique, qui consiste à établir une frontière politique séparant la société en deux camps, appelant à la mobilisation de ceux qui sont opprimés contre ceux qui sont au pouvoir. Cela est pertinent lorsqu'il s'agit de construire un nouveau sujet de l'action collective – le peuple – capable de reconfigurer un ordre social considéré comme injuste. Le populisme se réfère à la dimension de la souveraineté populaire et à la construction d'un *demos* qui est constitutive de la démocratie. C'est précisément cette dimension qui a été écartée par l'hégémonie néolibérale, et c'est pourquoi la lutte contre la post-démocratie exige une intervention politique populiste. Malheureusement, jusqu'à présent, les forces progressistes ont été influencées par les discours des forces de l'*establishment*, qui disqualifient le populisme dans le but de maintenir leur domination. Dans le capitalisme postfordiste, la résistance s'est développée hors du processus productif sur de nombreux points. Ces demandes ne correspondent plus aux secteurs sociaux définis en termes sociologiques et par leur position dans la structure sociale. Les demandes liées aux luttes contre le sexisme, le racisme et aux autres formes de domination sont devenues de plus en plus centrales. Afin d'articuler une telle diversité dans une volonté collective, la frontière traditionnelle gauche/droite ne fonctionne plus. Fédérer ces diverses luttes demande d'établir une synergie entre le mouvement social et les formes de parti avec l'objectif de construction d'un « peuple », et pour cela une frontière construite de manière populiste est nécessaire. Un populisme de gauche doit être conçu comme un « réformisme radical » qui s'efforce de récupérer et d'approfondir la démocratie. C'est une lutte qui se déroule au moyen d'une « guerre de position » au sein des institutions afin de les transformer.

¹ Extrait de la revue électronique d'ATTAC-France *Les Possibles* No. 13 Printemps 2017